



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITÉS LOCALES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

711/jpr/bm

Arrêté du 16 mai 2024 portant mise en demeure à la société PROTECHNIC de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à Cernay

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;

VU l'Arrêté Préfectoral n° 950665 du 25 Avril 1995 portant autorisation d'exploiter au titre des Installations Classées ;

VU l'Arrêté Préfectoral du 28 Mars 2017 portant prescriptions complémentaires à la Société PROTECHNIC pour son site de Cernay en référence au titre Ier du livre V du code de l'environnement, notamment l'article 2.1.1 ;

VU le rapport de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées portant sur l'inspection du 05/04/2024 ;

CONSIDÉRANT :

- L'absence de systèmes de confinement des eaux d'extinction incendie pour les eaux de toitures des bâtiments : DECOPLAST, LOCABRI, THERMOPLAST, Stock-M4, M5 et M4-2 ;
- L'absence de confinement des eaux d'extinction incendie pour le bâtiment LOCABRI ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 Mars 2017 ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* ».

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société PROTECHNIC, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées 66 rue des Fabriques 68700 Cernay.

Article 2 :

- **Sous 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 Mars 2017 susvisé :

« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- [...]
- *Prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments. »*

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 16 mai 2024

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT